

**PÉTROCHIMIE**

# Le complexe CP1K de Skikda relancé

**La Sonatrach a décidé de relancer l'activité du complexe pétrochimique CP1K de Skikda, en procédant à la réhabilitation de l'unité de production de l'éthylène. Par cette décision, le groupe pétrolier a mis fin à un débat, qui a duré plus de trois ans, autour de la fermeture de ce complexe.**

L'activité liquéfaction, raffinage et pétrochimie (KRP, ex-aval) a lancé hier le processus de consultation pour la sélection de la compagnie d'engineering qui devra prendre en charge l'opération de réhabilitation de ce complexe.

Pour ce département, géré par le vice-président de la Sonatrach Akli Remini, cette opération est importante, dans la mesure où elle devra porter la production de l'éthylène à 120 mille tonnes par an. En outre, elle devra absorber une grande quantité de gaz d'éthane, qui sera dégagé par le nouveau méga-train GNL de Skikda. Ce gaz est très nocif pour la couche d'ozone. Si la question de la relance de l'activité de cette unité fait l'unanimité dans le milieu de l'aval, tout le monde s'interroge pourquoi la Sonatrach a pris autant de temps pour prendre la décision de réhabiliter

le complexe CP1K. Pendant dix ans (de 2003 à 2013), la Sonatrach avait consenti énormément d'investissements dans le chapitre de la mise à niveau du complexe de Skikda, qui est entré en service sous Boumediène en 1978. On évoque ici les montants de 100 millions d'euros et 850 millions de dinars. Mais avec l'arrivée de Youcef Yousfi et Abdelhamid Zerguine, la Sonatrach avait pris une autre option pour ce complexe. On évoquait surtout le manque de rentabilité de ce complexe. En septembre 2012, l'ancien P-dg de la Sonatrach avait procédé à la constitution d'un comité de démantèlement et de redéploiement du personnel, estimé alors à quelque 785 employés.

Cette décision allait à l'encontre d'une étude réalisée en 2011 par une compagnie sud-

coréenne, qui avait conclu que plusieurs unités du complexe pouvaient être réhabilitées et étaient susceptibles de générer une plus-value.

Selon des experts en pétrochimie, la décision prise par Amine Mazouzi, de remettre en service le CP1K, est motivée par les opportunités économiques et la nécessité de préserver la chaîne de fabrication entre ce complexe et le méga-train GNL, construit par l'américain KBR.

Le complexe devra ainsi consommer une grande partie du gaz d'éthane dégagé par la liquéfaction du gaz naturel. Sans le processus de récupération de ce gaz, l'usine GNL serait forcée de brûler pas moins de 150 mille tonnes d'éthane par an.

En outre, toute la consommation nationale en PEHD est le fruit de l'importation alors que le complexe CP1K est en mesure de couvrir 60% des besoins du pays en cette matière. Avec sa longue expérience dans le raffinage et la pétrochimie, Akli Remini a mis la barre très haut pour la sélection de la compagnie d'engineering



Photo : DR

Réhabilitation du complexe CP1K.

qui devra réaliser le projet. Il insiste surtout sur l'amélioration des procédés de traitement des produits gazeux et la fourniture des équipements les plus rentables sur le marché. Après une longue hésitation, la ville de Skikda devra

renouer avec son complexe CP1K, qui devra non seulement satisfaire la demande nationale sur certains produits, mais aussi permettre l'exportation de quelques dérivés.

**Mokhtar Benzaki**

**NOUREDDINE YASSAA, DIRECTEUR DU CDER :**

## «20 centrales solaires seront réceptionnées avant le mois de juillet»

**L'Algérie est en pleine transition énergétique au même titre que le reste du monde qui est en train d'opérer un nouveau modèle économique basé sur la transition énergétique, soutient le directeur du Centre de développement des énergies renouvelables (CDER).**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Selon Nouredine Yassaa, qui était hier l'hôte de la rédaction de la Chaîne 3, l'Algérie n'est pas en retard par rapport à ce qui se fait à l'échelle mondiale, puisque les énergies renouvelables tournent autour de 20% et l'énergie solaire autour de 1%.

«Nous pouvons intégrer cette dynamique de la transition énergétique», déclare-t-il, catégorique. Le moment est propice au développement des énergies renouvelables tant sur le volet recherche et développement que le volet industriel, estime le directeur du CDER. En février dernier, le Conseil des ministres a placé les énergies renouvelables au rang de « priorité nationale » ce qui implique, a fait savoir Nouredine Yassaa, que tous les secteurs (habitat, industrie, ressources, etc.) doivent s'impliquer et développer des stratégies en vue d'intégrer les énergies renouvelables dans leur plan d'action. «C'est un choix stratégique qu'il faudra œuvrer à concrétiser sur le terrain», estime Nouredine Yassaa. Ce dernier a annoncé la mise en œuvre de projets pilotes en vue de sélectionner les technologies qui s'adaptent le mieux aux

conditions climatiques en Algérie.

Aussi, un cadre institutionnel a été mis en place en vue justement de soutenir les investisseurs publics et privés et les inciter à réaliser des investissements dans le secteur des énergies renouvelables. A cet effet, P<sup>r</sup> Yassaa a rappelé l'existence d'un programme de 20 centrales solaires qui vont être réceptionnées « avant le mois de juillet de cette année » et qui seront installées dans les Hauts-

Plateaux et le Sud. «Maintenant, il reste à capitaliser toutes ces expériences, que ce soit les projets pilotes (photovoltaïque, éolien, centrales thermiques hybrides avec le gaz, centrales solaires) et faire un examen des points positifs et négatifs et ensuite en tirer les leçons», a indiqué l'invité de la radio. Il faut savoir qu'en février 2011, il a été décidé que l'Algérie produirait 22 000 mégawatts à l'horizon 2030 (dont 12 000 mW

pour les besoins de la consommation interne et 10 000 mW pour l'export). En février 2015, il y a eu une actualisation de ce programme avec la priorité donnée à l'énergie solaire, le photovoltaïque et l'éolien, compte tenu à la fois des progrès technologiques et de la baisse des coûts de ces technologies. Trois volets sur lesquels le gouvernement a décidé d'investir à grande échelle, selon Yassaa. Il rappelle que ce programme est

national et, par conséquent, l'ensemble des secteurs sont concernés par le développement de ce secteur qualifié de «stratégique».

Selon P<sup>r</sup> Yassaa, les investisseurs sont de plus en plus nombreux à s'intéresser au secteur des énergies renouvelables, notamment le solaire qui attire particulièrement les opérateurs étrangers. D'après lui, l'Algérie renferme un potentiel «exceptionnel».

**Y. D.**

**LICENCE D'ÉTABLISSEMENT ET D'EXPLOITATION  
DES RÉSEAUX DE LA 4G**

## L'ARPT annonce aujourd'hui les résultats de l'appel à la concurrence

**L'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications (ARPT) a annoncé hier que la séance publique relative à l'annonce des résultats de l'appel à la concurrence portant octroi de licence de la 4G a lieu aujourd'hui à l'Auditorium de la Radio nationale.**

L'ouverture à la concurrence pour l'établissement et l'exploitation de réseaux publics de télécommunications mobiles de quatrième génération (4G) a été officiellement lancée, le 7 janvier dernier, par l'ARPT.

L'appel à la concurrence s'adresse aux trois opérateurs de télécommunications mobiles de droit algérien (Mobilis, Djezzy, Ooredoo) pour l'octroi de licences d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications mobiles de 4G et de

fourniture de services au public. Un délai de trois mois a été accordé aux opérateurs de téléphonie mobile pour l'acquisition de l'équipement nécessaire.

Selon la ministre de TIC, Imane Houda Feraoun, lors de l'élaboration du cahier des charges pour le lancement de la 4G, les opérateurs de téléphonie mobile ont été invités à assurer un seuil minimum de couverture de 10% au cours des quatre premières années dans les wilayas de leur choix et à élargir ce service aux régions du Sud dans un délai de trois ans. Le lancement de l'appel à concurrence pour l'introduction de la téléphonie mobile 4G en Algérie avait été autorisé par le Conseil des ministres, réuni le mercredi 30 décembre 2015. Cette procédure intervient dans le cadre de la politique du gouvernement tendant à renforcer le développement du haut débit mobile en Algérie. Du côté des

opérateurs, l'on s'y prépare activement. L'opérateur public de la téléphonie mobile, Mobilis, assure qu'il possède les équipements nécessaires pour le passage vers la technologie de la 4G. Le DG par intérim du groupe, Mohamed Habib, a expliqué qu'au moment du dimensionnement des réseaux de la 3G, le groupe de téléphonie a déjà anticipé sur le fait qu'un jour il passerait à la 4G.

Dans une déclaration faite récemment, le responsable a informé que des opérations de mise à jour de logiciel seront faites sur les équipements de la 3G qui passeront à la 4G.

L'opérateur Ooredoo annonce avoir réalisé avec succès les tests de la 4G mobile. Idem pour l'opérateur Djezzy qui, selon notre confrère *Nticweb*, Djezzy a réussi ses tests 4G et s'est déclaré prêt à lancer cette technologie.

**Y. D.**